

**FRÉDÉRIC
PLOQUIN**



**LES
GANGSTERS
ET LA
RÉPUBLIQUE**

Médiathèques de Plaine Commune



000001609150

5 fayard

Chapitre 12

La République vue par les gangsters / 5 : Les « pognonistes » de la banlieue Sud

Au fil des années 1970, les limiers du Quai des Orfèvres ont décidé de faire de Michel Lepage, dit « Le Gros », l'un de leurs meilleurs ennemis. Ils le considéraient comme l'élément le plus remuant et le plus déterminé de ce qu'ils appelaient le « gang de la banlieue Sud ». À la charnière entre les voyous qui se baladaient avec la carte du SAC et les caïds d'aujourd'hui, il n'a jamais voulu rouler pour quiconque en dehors de sa bande, de son clan, de sa famille. Écoutons-le, sa parole mérite largement le détour...

« J'ai vécu ma jeunesse à Ivry dans un quartier pavillonnaire, au bout de ma rue il y avait un champ où on

jouait au foot et des jardins d'ouvriers, nous raconte-t-il après avoir renoncé à toute activité criminelle, même si parfois juges et policiers le rattrapent par la manche lorsqu'il croise un ancien collègue et ami. On se donnait rendez-vous là pour tout. C'était la banlieue rouge, le maire était communiste, il était comme un père pour nous, il se faisait engueuler par sa femme parce qu'il jouait au foot avec nous. On vivait bien, heureux, tranquilles, puis est arrivé le modernisme et ils ont tout rasé. Ils ont mis des immeubles partout, une quinzaine en tout, on a été dispersés, on a perdu des copains, des amis, on n'avait plus le droit de rentrer dans notre territoire. On était à la rue.

«Les voyous, on les rencontrait dans les cafés. Ils portaient des costards, nous on arrivait avec les pattes d'eph et nos cheveux longs. Ils nous regardaient comme on regarde ses petits frères. On évitait les proxos, on allait surtout vers les voleurs. Ils étaient bien habillés, ils avaient de belles voitures et de belles gonzesses. C'était nos modèles. Il y avait une forme de transmission, alors que maintenant les jeunes connaissent tout avant nous...

«Un jour, j'ai eu besoin de disques. Un pote m'a dit : "Viens, on va les voler." Je ne sais plus lequel a poussé l'autre, mais on y est allés. Après, c'est l'enchaînement, quand on a vu qu'on pouvait vendre ces marchandises. Puis on s'est attaqués aux coffres-forts, en attendant

les banques. C'est l'argent qui te motive. Tu as envie d'une nouvelle voiture, tu l'achètes. Il y a des gens, il leur fallait six, huit mois pour acheter une mobylette, nous on l'achetait dans la journée. Il n'y a rien d'autre. L'adrénaline, tu la laisses aux romanciers ou aux flics.

«Jusqu'à 20 ans, je m'appelais Michel, ce sont les policiers qui m'ont appelé "Le Gros", parce que j'avais pris du poids. J'avais connu une police assez paternelle au quartier. Le commissaire passait dans la rue en voiture et te faisait monter en t'expliquant qu'il avait besoin de t'entendre ; aujourd'hui cette même police ne veut plus rentrer dans les quartiers. Ils ne venaient pas faire sauter ta porte à quarante, ils sonnaient, c'était plus humain...

«J'ai été élevé au communisme et les mecs du SAC, en général, c'était des mecs de droite à qui on ne parlait pas. Les voyous c'était autre chose. Ils nous montraient leur carte et nous disaient qu'ils l'avaient pour pouvoir se balader avec le calibre. Tu te faisais arrêter, tu montrais ta carte et "bon allez vas-y circule". La politique, ils ne savaient même pas ce que c'était. Tout ce qui les intéressait, c'était de toucher des sous quand ils faisaient le service d'ordre ou foutaient le bordel dans un meeting.

«C'est la façon de se tenir face à la police qui fait le bon voyou. C'est sa mentalité, parce que aller voler, ce n'est pas un exploit. Si tu te fais attraper, il ne faut pas balancer tes potes. Il faut bien se tenir, c'est-à-dire ne pas parler à la police. Les mecs qui pactisent avec la police et balacent, pour nous, ce sont des sales

mecs. Aujourd'hui, avec les nouvelles lois, beaucoup balancent. On leur dit : c'est quinze piges ou trois ans si tu balances. Il n'y en a pas beaucoup qui résistent.

« J'allais faire mon "métier" et je revenais avec mon argent. Pour le reste, j'insiste, une seule règle : comme le journaliste ne donne pas ses sources, comme le policier ne donne pas ses indices, nous on ne donnait pas nos amis. C'est aussi simple que ça. C'était en nous, on l'avait appris des grands. Ce n'est pas toujours facile quand tu te fais serrer. Tu allais braquer, tu sortais de la banque, tu étais content, mais quand on passait devant les murs de la Santé, on se disait qu'un jour on allait se retrouver de l'autre côté... »

« Pour ma part, j'ai fait à peu près vingt-quatre ans de prison. J'ai fait des conneries, je les ai payées. Peut-être au prix fort, parce que je me suis évadé, mais je les ai payées... J'ai défendu ma liberté. Même si on est cuit, on se bat jusqu'au bout, il y a toujours quelque chose à sauver... Partager mon butin avec la police, jamais, même pour avoir un renseignement. Les seules relations qu'on avait avec eux, c'est quand on n'avait pas couru assez vite et qu'on se retrouvait dans leur bureau. Une fois, des policiers m'ont pris quarante bâtons, mais j'ai fermé ma gueule. Une autre fois, j'en ai vu avec mon blouson sur le dos. Tout le monde a faim, tout le monde mange, c'est pas nouveau ! »

« On savait depuis les années 1960 que la came rapportait beaucoup, beaucoup d'argent, mais nous, on

était des voleurs, la came on s'en foutait... Et puis le temps évoluant, un jour que je venais de sortir de prison, on m'a dit : "T'as de l'argent?", et j'ai investi. Après, il y a eu l'ADN qui a compliqué les choses pour les braquos. Tu montes dans une voiture, tu laisses ton ADN, du coup les gens se sont tournés vers la came. Pourquoi aller braquer un fourgon pour prendre un million d'euros, alors que si tu descends avec ta voiture et que tu remontes ton shit tout seul, tu te fais une belle somme? Pourquoi risquer de prendre quarante piges de ballon, alors qu'en prenant ta voiture tu en risques dix? C'est mathématique.

« Les anciens revendaient le chichon [shit] aux jeunes à un certain prix, jusqu'au jour où ils ont vu qu'ils pouvaient aller le chercher eux-mêmes, en voiture, avec les *go-fast*. Les kilomètres, ils se les avalaient bien. Ils mettaient une journée ou deux pour faire l'aller-retour jusqu'en Espagne et ça leur coûtait trois fois moins cher. C'était uniquement une question d'argent. Une fois qu'ils ont eu les contacts, ils n'ont plus eu besoin de personne. C'est ça le commerce. Les mômes ont tout compris... »

« J'ai essayé d'en dissuader mon fils, mais il a suivi ma voie. Il a roulé jusqu'au bout du truc et il a perdu la vie, mais quand tu es derrière les barreaux, ton fils fait ce qu'il veut. Il dit "oui, papa", mais ta lettre, il la jette. C'est le choix de chacun. Je suis né dans une famille d'ouvriers, mais je suis le seul qui a eu affaire avec la police... »

On ne résiste pas à la question : finalement, Michel Lepage, les lois de la République, vous les ignoriez ?

« Les lois de la République, je ne m'en suis jamais occupé, admet l'ex-gangster. J'étais hors société. Ce sont eux qui me jugent, eux qui ont les rênes. Les lois sont faites pour ceux qui nous dirigent, pas pour ceux qu'ils administrent. Ils nous mettent dans le même sac, nous et les ouvriers... »

— En tant que hors-la-loi, auriez-vous vendu des services à l'État français, si on vous l'avait demandé ?

— En prison, en Espagne, on est venu me voir parce que je fréquentais beaucoup les gens de l'ETA. J'étais en promenade lorsque l'on m'a appelé pour rencontrer des représentants des services espagnols et français. Je me suis retrouvé face à trois personnes, une femme, un barbu et un autre mec qui m'ont demandé si j'étais prêt à collaborer contre les Basques. Comme je ne pensais qu'à m'évader, j'ai imaginé qu'ils allaient peut-être me mettre dehors si j'acceptais, mais ils ont vu que je les emmenais en belle et que je me serais arraché aussitôt remis dehors. L'Espagnol m'a traité de "fils de pute", il s'est levé et il est parti. Je suis resté avec les Français qui m'ont amené sur le terrain de la came. Ils m'ont demandé si je connaissais des dépôts, j'ai dit : "Oui, mais il faut d'abord me mettre dehors." Ça s'est arrêté là. »

Chapitre 13

La République, otage de la drogue / 1 : Les quartiers Nord de Marseille

Après le proxénétisme et le jeu, la drogue est donc devenue la principale source de profit du grand banditisme. L'ex-commissaire Lucien Aimé-Blanc, ancien chef de l'Office central de répression du banditisme, qui a l'avantage d'avoir connu la French Connection à son zénith, évoque l'an zéro de cette transformation majeure :

« Le trafic d'héroïne a commencé avant la guerre et s'est développé après. Dans les années 1960, on ne remarquait pas de consommation locale sur le marché français, ni aucun problème de santé publique. Cette drogue était destinée au marché américain. »

Cela ne faisait pas de bruit chez nous. Les journalistes n'étaient pas au courant, c'était de "pieux fonctionnaires", les journalistes de l'époque! Ce n'était pas non plus une matière noble pour les policiers – ce qui était noble, c'était de "faire" des braqueurs, d'arrêter des gens en flag, d'élucider des assassinats. À Marseille, où j'étais en poste, mon patron, le commissaire Mathieu, détestait la brigade des stupés. Le bruit courait que les gaullistes et le général de Gaulle lui-même considéraient que "si on empoisonne les Américains, ça nous dérange pas". La brigade des stupés ne disposait donc d'aucun moyen, même si les flics étaient bien renseignés et pénétraient partout. La justice était elle aussi inexistante sur ce front : les trafiquants prenaient des peines de cinq ans, et comme c'était des vieux de la vieille ils ne mettaient pas le bordel en prison et ressortaient au bout de trois ans.»

Le tournant se situe vers le milieu des années 1970, quand les autorités américaines ont tapé du poing sur la table. Informées par leurs agents implantés à Rome, au Liban, à Marseille et à Paris, elles ont réclamé que la police française tarisse la source. «Peut-être pour faire un coup de pub à Nixon, sûrement aussi pour faire oublier le désastre du Vietnam, ils se sont mis sur le trafic d'héroïne et c'est comme ça qu'ils ont enflammé le système, en partie pour des raisons électoralistes, assure Lucien Aimé-Blanc. Ils sont partis en

guerre contre l'héroïne, ce qui n'a rien changé d'ailleurs, à part que les trafiquants ont mis au point de nouveaux circuits...»

Les voyous français, qui étaient habitués à un train de vie relativement facile puisque personne ne les traquait réellement, ont été décapités en quatre à cinq ans. Et la France, ironise le commissaire, «a perdu ce gros marché»...

Trente ans plus tard, au début des années 2000, dans cette même ville de Marseille, le trafic a explosé dans les cités, mais la police judiciaire laisse encore cette matière à la sécurité publique, se concentrant sur les dossiers de stupéfiants à caractère international, encore aux mains, mais plus pour longtemps, de ces voyous qu'elle connaît par cœur. Le marché est en train de changer de mains, mais l'ancien patron du service régional de police judiciaire de Marseille, Roland Guilpain, le reconnaît avec le recul : «Nous n'avons pas senti venir cette évolution considérable qu'a été l'émergence de figures du trafic dans les quartiers.»

L'assassinat d'un certain Farid Berrahma, évoquée plus haut dans ces pages par le hors-la-loi Tony Cossu, constitue «une étape majeure» dans la vie du banditisme marseillais, comme le raconte le commissaire Roland Guilpain :

« Farid Berrahma avait été impliqué dans les dossiers "Topaze" et "Océan", deux grosses affaires de stupéfiants traitées par la PJ de Marseille au début des années 2000. Quand il est sorti de prison, il a décidé de prendre en main les machines à sous et le trafic de stupe autour de l'étang de Berre. Berrahma est originaire de Salon-de-Provence, il vit à Vitrolles, il connaît très bien le secteur de l'étang de Berre et veut tout prendre, mais il y a un obstacle, c'est que les Corses ont la main sur les machines à sous. Pour les récupérer, l'ambitieux s'adresse à du menu fretin, notamment à Roch Colombani, qui refuse de céder à cette pression, alors ce qui devait arriver arrive : Roch Colombani est abattu à Vitrolles en mars 2006. Là commencent les ennuis pour Berrahma, parce que les Corses n'ont pas du tout apprécié cette exécution particulièrement barbare. On peut même dire qu'il a signé ce jour-là son arrêt de mort, laquelle se produit peu de temps après, au mois d'avril. À partir de ce moment-là, on assiste à une évolution notable dans les cités. On a l'impression que la mort de Berrahma a libéré le trafic de stupe, comme s'il avait exercé une forme d'autorité sur ces quartiers. Elle a libéré les équipes et enclenché une série de règlements de comptes qui se poursuit encore aujourd'hui... »

On pourrait imaginer que cette exécution spectaculaire a été un signal fort donné par le milieu traditionnel à la nouvelle génération, une façon de poser

des limites aux jeunes pousses, mais Roland Guilpain est convaincu que la disparition de ce voyou autoritaire a au contraire libéré les ambitions. « Les Corses ne souhaitent pas mettre la main sur tout le trafic de stupe, dit-il. Ils se sont juste débarrassés d'un concurrent gênant sans penser aux suites, que personne n'envisageait d'ailleurs à l'époque. Nous aurions pu anticiper un développement défavorable, deviner l'avenir, mais nous ne l'avons pas fait. Nous ne sommes pas les seuls. Jusqu'aux émeutes de 2005 [en région parisienne], le monde politique, qu'il soit de droite ou de gauche, ne s'est pas préoccupé des cités en tant que source de délinquance, de criminalité. Le fait que les quartiers Nord de Marseille soient restés calmes aurait dû nous alerter. On a compris plus tard que les personnes dirigeantes en matière de banditisme dans les cités n'avaient pas du tout intérêt à nous voir nous mêler de leurs affaires, souhaitant continuer à travailler dans une certaine clandestinité. Moins ils voyaient les forces de police intervenir, mieux ça valait pour eux ! Ils ont d'ailleurs obtenu ce qu'ils souhaitaient, puisque, après les émeutes, on nous a demandé d'être particulièrement vigilants durant nos interventions dans les cités, pour éviter les incidents... »

Qu'aurait-il fallu faire, du point de vue policier, pour éviter le développement exponentiel du trafic dans les quartiers ?

« Il n'y a pas une cité à Marseille, mais quarante-deux, explique Roland Guilpain. Quarante-deux cités sensibles, c'est énorme. Y a-t-il un trafic de stupés dans chaque cité? Je crains que oui. C'est très compliqué d'éradiquer ce genre de choses, vous vous attaquez à la première cité, vous allez à tel endroit et ça continue dans l'autre, et ainsi de suite. Il est cependant certain que plus les années passent et plus il est difficile d'entrer dans ces quartiers. J'ai fait mon stage à la préfecture de police [de Paris] en 1972, et quand on partait faire des perquisitions à La Courneuve [Seine-Saint-Denis], on recevait déjà des frigos tombés du balcon sur le nez...

— La police se retrouve aujourd'hui confrontée à des structures qui rivalisent avec le puissant crime organisé traditionnel. Quelles sont les différences entre les anciens voyous et cette nouvelle génération?

— D'un côté, on a des gens organisés, déterminés. De l'autre, des gens qui vivent momentanément des fruits de leurs trafics, je dis momentanément puisque les victimes des règlements de comptes ont entre 20 et 35 ans. Ils en profitent le temps de leurs méfaits, alors que les caïds, corses ou assimilés ont 50, 60 ans, du moins ceux qui ont la chance de ne pas s'être fait flinguer avant, souvent parce qu'ils ont été écroués pendant de longues années. La durée de vie n'est pas la

même pour tous! La délinquance de cité est aussi plus locale, ce que souligne le fait que la police judiciaire, sans diminuer ses mérites, a d'excellents résultats en matière de résolution des règlements de comptes. On parle [à la police] dans les cités, ce que ne font pas les équipes structurées.

— Le banditisme des cités a-t-il pour vocation d'effacer le banditisme traditionnel?

— Le banditisme traditionnel profite de la criminalité des cités pour qu'on ne parle pas de lui. Pour eux, moins on s'intéressera au racket dans les boîtes de nuit, mieux ça vaudra. Apparemment, il n'y a jamais autant eu de racket, mais on n'en parle jamais. Et ce ne sont pas les voyous des cités qui sont derrière. Ceux-là ne s'amuseront pas à le faire. Ils le feront une fois, pas deux...»

Dur réveil : aux compromissions d'autrefois entre milieu, police et classe politique ont succédé des accointances d'un nouveau genre, plus discrètes, entre trafiquants et élus locaux, par l'éclosion de territoires plus en moins en rupture avec la République. L'une des meilleures connaisseuses du sujet s'appelle Samia Ghali. Éluë socialiste, maire dans les quartiers Nord de Marseille, elle connaît bien les quartiers oubliés

pour y être née et y avoir grandi, en l'occurrence dans un bidonville de Bassens, à une époque où les habitants avaient à peine l'eau froide et l'électricité.

« On vivait dans un cube où la cuisine faisait office de salle de bains, sans aucune porte, qu'on appelait le loft, se souvient-elle. On était coincés entre la voie rapide et le chemin de fer, qu'il fallait traverser pour aller dans cet endroit qu'on appelait "le pré de Marius". On savait que c'était dangereux, mais quand on a 7 ou 8 ans, on n'est pas conscient du danger. Onze enfants ont été happés par le train avant qu'un mur de protection soit construit. Ces quartiers étaient laissés à l'abandon, c'est pour ça que je ne vais jamais sur la tombe de Gaston Defferre, qui a été un grand homme de la Résistance, mais pas un bon maire... »

Socialiste, mais pas fan de Defferre, Samia Ghali a découvert le « luxe » en allant vivre avec sa mère à Campagne-Lévêque, une cité où il y avait l'eau chaude, à deux cents mètres de Bassens à vol d'oiseau.

« Cela a été un choc, pas seulement parce qu'il y avait des baignoires, se souvient-elle. Il y avait des Arabes et des Gitans, des Italiens, des Espagnols, des Portugais, une vraie mixité sociale. » Comme bien des filles dans ces familles maghrébines, elle sert de traductrice à son grand-père, qui ne parlait pas un mot de français et

qui jamais n'aurait pu imaginer sa petite-fille devenir maire du secteur et représenter la République, lui qui répétait qu'il fallait « se faire tout petit en France »...

« J'aurais pu basculer de l'autre côté, suivre ceux qui séchaient l'école pour aller ouvrir les remorques des camions garés dans la cité et récupérer de la marchandise parce qu'on manquait de tout, dit Samia Ghali. J'aurais pu entrer dans le trafic de drogue, mais j'ai tenu bon. Je ne me suis pas droguée, tellement j'ai vu les dégâts que ça causait autour de moi. 99 % des garçons et près de 60 % des filles touchaient à la drogue, d'ailleurs la moitié de mes amies sont mortes d'overdose et les autres ont le sida. »

Le mari de sa prof de français était secrétaire de section du Parti socialiste, c'est ainsi que la jeune femme assiste à sa première réunion. Elle prend sa carte avec une idée en tête : « En défendant le quartier, je défends tous les quartiers ! » Les communistes sont encore majoritaires dans la zone, mais les tendances s'inverseront bientôt.

Voilà pour les présentations, pas inutiles pour comprendre la suite des propos de Samia Ghali, dont ceux qui ont suivi ses fréquentes interventions télévisées connaissent l'énergie.

« Ces quartiers ont été volontairement abandonnés dans les années 1980, poursuit-elle. Je l'ai vécu

de l'intérieur, de mes propres yeux et de mes propres oreilles, ce qui explique que je sois à fleur de peau. J'ai vu ces quartiers se dégrader, mais aussi ses habitants, avec la précarité, la drogue, la violence, l'indifférence. Au départ ce sont les bourgeois qui venaient vendre de la drogue [de l'héroïne] dans les quartiers Nord, où vivaient les consommateurs. Beaucoup ont goûté et plongé dans cet univers inconnu qui procurait des moments de plaisir. Les bourgeois ont bientôt eu besoin de relais dans les quartiers, ils ont commencé à laisser de la drogue et leurs clients sont devenus leurs employés...

« Les policiers, on les connaissait bien à l'époque, on les appelait même par leur prénom, mais quand les gens ont commencé à se plaindre du trafic, ils ont fait la sourde oreille en disant qu'ils auraient été au courant si tel avait été le cas. Aujourd'hui, la police est tellement absente qu'elle ne peut rien voir, mais, à l'époque, elle patrouillait et les gens n'ont pas compris ce refus de savoir. L'héroïne s'est répandue à vitesse grand V, de façon foudroyante. J'ai vu des gens qui avaient eu le bac avec mention, des sportifs, des travailleurs qui avaient tout pour réussir prendre de la drogue. J'ai vu leur vie sociale détruite, puis leur vie tout court, et leur famille avec. J'ai vu des mamans dire à la police : "Prenez mon enfant, c'est un trafiquant", parce qu'elles ne savaient plus comment faire. Le matin, vous vous levez et vous aviez au pied de l'immeuble des jeunes

qui venaient de se faire une overdose. Les pompiers venaient au minimum deux fois par jour dans la cité... Aujourd'hui, on se retrouve dans une organisation mafieuse complète, avec d'autres choses derrière : les armes, la prostitution.

— Cette organisation mafieuse ne fait-elle pas régner une forme d'"ordre" qui arrange bien les politiques, soucieux d'éviter les révoltes bruyantes ?

— On est passé par plusieurs phases, jusqu'au jour où j'ai découvert que les habitants ne pouvaient plus emprunter les escaliers des immeubles parce que les dealers mettaient des caddies pour bloquer le passage. J'ai reçu une lettre d'une mamie de 85 ans qui n'avait pas le droit de sortir de chez elle et qui était perdue. J'ai vu des gens à qui on disait que ce n'était pas l'heure de rentrer avec des courses chez eux. On décidait de la vie des gens à un niveau insupportable, avec des bailleurs qui réparaient dans la journée des portes cassées par la police le matin, alors que dans le bâtiment voisin, où il n'y avait pas de dealer, l'ascenseur restait en panne. Tout le monde était pris en otage... Certains parlent d'une forme de paix sociale, mais c'est une drôle de paix : les habitants sont sur les nerfs, et ceux qui osent des remontrances se font agresser. Une maman qui habitait au rez-de-chaussée et qui a demandé aux dealers de ne plus fumer sous sa fenêtre et de ne pas

crier s'est entendu dire que si elle n'était pas contente, c'était à elle de partir... Ils établissent leurs règles, leurs lois, ce qui est une forme de terrorisme, puisqu'ils transforment leur quartier en prison à ciel ouvert.

— Le jour où vous avez décidé de réclamer une intervention de l'armée dans les quartiers, était-ce une façon de pointer l'inefficacité de la police ?

— Cela serait irresponsable de ma part de faire comme si je n'avais pas entendu tout ce que les habitants viennent me raconter dans ce bureau de maire [où elle nous reçoit]. Il faudrait que je sois complètement inhumaine pour en faire abstraction. Quant aux policiers, les jeunes avec qui je m'engueulais me disaient : "Ce sont des gens comme nous, ce sont nos employés." Je me disais au début qu'ils disaient cela pour me provoquer, me narguer, puis j'ai fini par accepter qu'il y avait aussi des gens vulnérables dans la police, malheureusement, et pas seulement parce qu'ils sont en nombre insuffisant. Je l'ai d'ailleurs dit à Manuel Valls, deux à trois jours avant qu'il ne soit nommé ministre de l'Intérieur, en 2012. Je lui ai dit : "Manuel, je te souhaite bon courage, mais si tu veux t'occuper de la délinquance, il faut d'abord que tu t'occupes de la police."

« Dans les mois qui ont suivi, la situation s'est envenimée, avec des meurtres en veux-tu en voilà. On appelle ça des "règlements de comptes", comme si on

considérerait que l'on peut se tuer entre nous, que nos vies ne valent rien, pas besoin de chercher le pourquoi du comment. Le maire de Marseille lui-même le laissait entendre : tant que ça se passe entre eux, on s'en fout, ça fera toujours ça de moins. C'est une conception dangereuse qui est revenue en boomerang, avec toujours plus de meurtres, un terme plus approprié à mon sens...

« Un jour du mois d'avril 2012, à l'heure du déjeuner, j'arrive à proximité du lycée Nord, en face de la cité où j'ai grandi, et je vois un jeune étalé par terre, criblé de balles, le visage éclaté. C'était juste avant l'heure de la rentrée et de nombreux lycéens avaient assisté à la scène. J'ai vu des jeunes pleurer et me dire : "Samia, on a peur, fais quelque chose pour nous." C'est une chose de le voir à la télé, avec un drap blanc, c'en est une autre de tomber dessus dans la rue. J'étais assez choquée. Je me suis dit : je n'ai pas décidé d'être maire de secteur pour compter les morts. Je ne suis pas un croque-mort. En plus, ce sont souvent des gens que je connais, les enfants de mamans ou de papas avec qui j'ai grandi, des parents qui se sont battus pour leurs enfants, mais qui ne maîtrisent pas la force de la rue...

« Cela a continué tout l'été, jusqu'à ce qu'un journaliste du *Parisien* me demande, à froid, comment on pourrait sortir de là. J'ai dit qu'il fallait demander à l'armée de venir en aide à la police, qui n'était

pas assez nombreuse pour répondre à l'ampleur du problème. Des armes de guerre, il y en avait partout. Les jeunes s'achetaient une kalachnikov comme on s'achète une paire de baskets. J'ai considéré que seule l'armée serait à même de désarmer les cités. Elle pourrait aussi contrôler les consommateurs, qui à mon sens sont aussi responsables que le petit jeune qui va faire le *chouf* [le guet] en bas de l'immeuble... On fait beaucoup de spots publicitaires sur les accidents de la route, à juste titre, il faudrait aussi expliquer à quoi participe celui qui va acheter son shit dans une cité : il participe à une ambiance, à un mal-être, à l'échec scolaire...

— Parfois, des politiques ont fait affaire avec des voyous, notamment à Marseille. Qu'en pensez-vous ?

— Je sais que l'histoire de Marseille, c'est un peu ça, mais les politiques qui sont fascinés par ce monde sont souvent des gens qui ne l'ont pas connu. Quand on est né dans une cité, on connaît trop les barrières à ne pas franchir, on est méfiant. Moi j'ai plutôt tenté de m'en éloigner, je recherchais la pureté, les caïds étaient même pour moi un repoussoir.

— Classez-vous Sylvie Andrieux, une élue socialiste des quartiers Nord qui a été mise en cause pour avoir développé une forme de clientélisme à base de subventions, parmi les novices ?

— Sylvie Andrieux ne connaissait pas ces quartiers, ni leur histoire, ni leur population, ni les codes, ni les vices. Dans ces conditions, il est possible qu'elle se soit fait bernier parce qu'elle venait d'une famille bourgeoise qui l'avait protégée. Ce n'est pas pour la dédouaner, mais je pense que les voyous l'ont utilisée. Ils l'ont charmée en lui faisant croire qu'ils allaient pouvoir l'aider politiquement. Elle a été la victime d'un territoire qu'elle ne connaissait pas, et sa naïveté lui a coûté cher¹.

— Comment faire, quand on se présente dans ces quartiers, pour ne pas se retrouver avec des personnes au casier judiciaire noirci sur sa liste électorale ?

— Je n'ai personnellement recruté que des gens qui ont une histoire et un vrai parcours militant, qui aiment la politique et ont envie d'en faire. C'est une preuve de faiblesse pour un élu que d'aller chercher cette voyoucratie pour la mettre à des postes de responsabilité.

— Peut-on faire de la politique dans les quartiers sans traiter avec les caïds du coin ?

— Ce ne sont pas les caïds qui viennent vous chercher, c'est vous qui allez les chercher, mais dès lors

1. Ces propos n'engagent que leur auteur dans la mesure où Sylvie Andrieux est toujours présumée innocente pour avoir formé un pourvoi contre l'arrêt rendu à son encontre par la cour d'appel d'Aix-en-Provence.

qu'on met le doigt dans l'engrenage, ils savent s'y prendre avec les plus fragiles. Quand vous faites votre travail d'élu, quand vous êtes sur le terrain, quand vous remontez les manches, vous n'avez pas besoin de ces gens-là et il faut le leur montrer. Ma liberté, c'est ma force. C'est aussi pour ça qu'ils vous respectent, parce que, entre eux et moi, il y a une barrière. Ce ne sont pas mes copains, je ne suis pas leur copine, même si je peux les connaître. Je suis là pour défendre la République et c'est la seule chose qui m'anime.

— Faites-vous parfois l'objet de pressions à cause du discours que vous tenez ?

— Jamais, car au fond d'eux ils sont conscients que je dis la vérité. Ils savent que c'est la mort au final et que derrière, c'est leur mère qui pleure. Ils n'en sont pas moins sûrs d'eux, parfaitement conscients qu'ils sont le premier employeur des jeunes et qu'ils ont pris le dessus sur la société. Ils ont tout anticipé, à tel point qu'on ne sait pas par quel bout les prendre. Ils n'ont même plus la notion du bien et du mal. »

Cette histoire de terrain de football, pour microscopique qu'elle soit, est un cas d'école. Celui qui nous la raconte par le menu s'appelle Aomar Sadoudi, un

responsable associatif que nous avons retrouvé au cœur de ce quartier de la Maurelette qu'il aime et dont il écoute battre le cœur depuis tant d'années. C'est lui qui a porté à bout de bras ce projet d'implantation d'installations sportives à destination des jeunes, une course d'obstacles qui mérite le détour. Quelles explications lui a-t-on fournies pour justifier ces lenteurs ? Pourquoi ne rentrait-il pas dans le créneau des associations pouvant bénéficier du financement public ?

« Le stade était dans un état déplorable, il fallait donc faire quelque chose, raconte-t-il alors qu'un fort mistral balaye les quartiers Nord. Pour avancer, il a fallu beaucoup travailler, en impliquant les jeunes car c'est notre façon de fonctionner. Passé les problèmes administratifs, on s'est tourné vers les financeurs en pensant que ç'allait être une formalité, vu le nombre de city-stades qui se créaient à droite, à gauche, qu'il fallait juste bien présenter le projet. Mais on s'est heurté à des refus, à des non-réponses et ça a traîné en longueur... »

Il y a eu des creux, des périodes où lui et ses amis ont carrément laissé de côté leur idée. Quand ils ont repris leur bâton de pèlerin, ils ont commencé à comprendre la raison de leurs difficultés : ils n'étaient pas « dans les clous » aux yeux de Sylvie Andrieux, puissante élue socialiste locale. Ils ne s'étaient pas adaptés à ce fonctionnement, qui commence à faire parler de lui quand

la justice en est saisie, elle qui soupçonne une distribution intéressée de la manne financière, subventions contre bulletins dans l'urne.

« Nous avons essayé de développer la citoyenneté en intéressant les jeunes à la politique, à la vie politique locale, aux institutions, en leur expliquant le rôle de chaque collectivité, en les incitant à s'impliquer, mais en les laissant libres de choisir une fois dans l'isoloir, plaide le très volontaire Aomar Sadoudi. C'est ça la démocratie et ce sont les valeurs auxquelles nous croyons, celles que nous voulions transmettre, et il était hors de question pour nous d'orienter les jeunes ou les personnes avec lesquels nous étions en contact pour les pousser à choisir tel ou tel candidat, en échange d'un stade de football. »

Cette équipe de bénévoles composée d'habitants du quartier semblent croire à ce qu'ils font et ne regardent pas le temps qu'ils consacrent par ce que notre interlocuteur appelle le « bien commun ». Cette façon d'être les aurait placés hors jeu, croient-ils savoir. Parce qu'ils n'avaient rien à apporter en échange de la manne publique ? L'enquête judiciaire en cours autour du système mis en place dans les quartiers Nord finit par les déniaiser. Ils découvrent que des projets financés n'ont jamais été réalisés, que des associations ont été subventionnées alors qu'il

n'était pas démontré que leur action avait un impact sur la population.

« Le retour était simple, analyse Aomar Sadoudi. Cela consistait à permettre à l'élu qui distribuait les fonds l'accès à certains quartiers difficiles, à regrouper les personnes en amont de sa visite de façon qu'il arrive comme une diva devant une assemblée acquise à sa cause. C'est comme ça que ça fonctionne dans de nombreux quartiers. Les politiques s'appuient sur des meneurs, des personnes influentes, pour pouvoir accéder et circuler librement dans les cités où ils n'entreraient pas autrement. C'est ce système dans lequel nous ne sommes pas entrés, raison pour laquelle nous avons perdu beaucoup de temps. »

Quand l'équipe a déposé son dossier au conseil régional, sur le bureau du collaborateur de « Mme Andrieux », il n'a même pas levé la tête pour regarder ses visiteurs. Sur le coup, ils n'ont pas compris cette attitude cavalière, mais Aomar Sadoudi n'a pas perdu toutes ses illusions alors que le terrain prend enfin forme.

« Je veux croire que ça ne marche pas partout ainsi à Marseille, que c'est juste l'héritage d'une famille politique qui date de l'après-guerre et qu'il est difficile de changer les habitudes, dit-il. L'institution fonctionnait

ainsi, pour eux il n'y avait pas d'autres voies que de traiter avec des personnes pas forcément recommandables, voire douteuses. Le mécanisme a rouillé, du nettoyage a été fait, mais il faut revoir les choses en profondeur pour arriver à une réelle vie démocratique.»

Comment les caïds ont-ils peu ou prou pris le pouvoir dans les quartiers? Comment ont-ils contraint certains politiques à venir traiter avec eux comme un demi-siècle plus tôt l'on avait vu des voyous gérer la ville main dans la main avec Gaston Defferre? Rien n'a échappé à l'œil d'Aomar Sadoudi, qui raconte :

« Il y avait des plans *deal*, une économie parallèle, mais cela ne dérangeait personne. Cela permettait soi-disant à des familles de vivre, mais je demande à voir. Il y en a qui en vivent très bien, mais la plupart des habitants de ces quartiers sont en difficulté et c'est d'ailleurs un avantage pour les politiques, dont ce n'est pas forcément l'intérêt de voir les gens sortir de cette misère. Plus les gens sont dans le besoin, plus ils pourront les contrôler, les manipuler. Au fil des trois dernières décennies, le *deal* a pris une telle ampleur que certains sont prêts à tout pour garder leur réseau et que l'on compte malheureusement les victimes par dizaines chaque année. Le point de bascule a été atteint, ce n'est plus possible de revenir en arrière parce que l'enjeu est trop important et que le rapport de force a changé. Ils

sont dépassés par les événements, il y a aujourd'hui des personnes influentes dans le monde parallèle, on pourrait même dire qu'elles sont incontournables. Ils ne peuvent pas lutter contre, ils ne peuvent pas faire sans, mais je veux quand même croire à un retour à l'ordre juste et à la victoire des valeurs de la République. J'ai confiance en notre justice pour faire le ménage, même si je suis un peu déçu de voir qu'une personne jugée et condamnée à quatre ans de prison puisse continuer à voter des lois [Sa condamnation n'étant pas définitive, Sylvie Andrieux siégeait toujours à l'Assemblée nationale lorsque cet entretien eut lieu.] Le fonctionnaire condamné à de la prison ferme ne peut plus travailler dans la fonction publique, ça devrait être la même chose pour les politiques!

— Concrètement, comment les citoyens sont-ils pris en otage par les dealers dans les quartiers?

— Si vous n'êtes pas du quartier, que vous voulez accéder à une cité où il y a un "plan stups", c'est-à-dire un endroit où ils ont mis en place tout un système d'alerte au cas où la police viendrait à intervenir, vous êtes tout de suite accosté. On vous pose des questions : "Où vous allez?" "Qu'est-ce que vous faites?" Un travailleur social qui se rendait dans une cité pour une réunion avec les institutions s'est vu demander de garer son véhicule et on l'a accompagné jusqu'au lieu

de réunion. Voilà les comportements inadmissibles qu'on peut rencontrer.

— Diriez-vous que ces trafiquants font leur propre police?

— Dans certaines cités, les riverains demandent l'autorisation aux "plans stups" avant d'organiser une fête de quartier. Ils préviennent, sinon ils ne peuvent pas la faire. Je veux bien qu'on demande l'autorisation à la mairie quand on est dans le domaine public, mais demander une autorisation à des dealers pour pouvoir mener une fête de quartier, c'est quand même gros! Dans certains coins, ils sont même reconnus par les habitants comme une force, peut-être qu'il y a même des litiges qui se règlent avec eux. Et ça se passe à Marseille aujourd'hui!

— Quelle place occupe le modèle du dealer dans la culture des moins de 20 ans?

— Avec l'association, nous avons beaucoup misé sur la formation. On essaye de construire un schéma de réussite avec les jeunes, mais c'est compliqué. Les exemples pour eux, hormis les sportifs comme Zidane ou les artistes comme Soprano [stars originaires des quartiers Nord de Marseille], et les signes de réussite restent malheureusement la belle voiture et les beaux

vêtements du dealer. On a un ami passé par la Castellane dont l'aîné est diplômé de Stanford [une université américaine privée], ça fait plaisir, mais ça reste rare.

— Quelle est l'image de la police auprès des populations de ces quartiers?

— La population réclame une présence policière, il n'y a qu'à voir ce qui se passe dans les zones de sécurité prioritaire [ZSP] lancées depuis 2012. C'est parce que la police a été retirée des quartiers dix ans plus tôt que les cités ont décliné. On n'a plus ce policier de proximité qui peut être à l'écoute de l'habitant, de l'habitant, et avoir vraiment accès aux informations de la cité... On a vu partir les policiers et, dans la foulée, les commerces de proximité. Un bureau de poste qui ferme, on ne se rend pas compte, mais ça favorise la rupture avec le reste de la ville. Beaucoup de ces services de proximité n'existent plus aujourd'hui. Une personne en difficulté qui veut avoir un assistant social doit faire des kilomètres, prendre peut-être deux bus, voire trois, pour trouver quelqu'un à l'écoute, alors qu'avant c'était accessible rapidement, pas très loin. Ces retraits successifs ont accentué la coupure et la ghettoïsation. Seuls sont restés dans les quartiers ceux qui ne pouvaient pas partir, qui n'avaient d'autre choix que d'utiliser ces écoles, de fonctionner dans ce système qui leur est imposé.

— Diriez-vous que s'est constitué au fil des ans une sorte d'ordre parallèle, dans le dos de l'ordre officiel, celui de la République ?

— Il y a deux mondes. Il y a celui que l'on connaît tous : on amène les enfants à l'école, on va travailler, on revient du travail, on récupère les enfants, on prépare à manger, la routine de milliers d'habitants à Marseille. De l'autre côté, on a ceux qui travaillent autrement, en parallèle. Dealer ou guetteur, c'est leur job. "Je peux pas aller au match de foot demain, je travaille", me disait l'autre jour un jeune, signe qu'à ses yeux trafiquer est un travail comme les autres. Ce désordre ne profite à personne, mais je ne pense pas que tout soit maîtrisé. Il n'y a personne à la tête de tout ça. Cela se fait au jour le jour et les litiges se règlent radicalement. Ils ont leurs règles et, dans leur monde, gare à celui qui ne les respecte pas ! »

Une simplicité et un franc-parler qui font du bien à entendre, tant les discours stéréotypés ont du plomb dans l'aile. D'autant que l'histoire finit bien : après des années de friches, un « city-stade » flambant neuf a fini par voir le jour au pied des tours.

Chapitre 14

La République vue par les gangsters / 6 : Les caïds de cité, ces nouveaux notables

Il est notre seul intervenant à s'exprimer sous un nom d'emprunt : « Sakho ».

En effet, cet ancien trafiquant de stupéfiants, né en Seine-Saint-Denis et aujourd'hui âgé d'une quarantaine d'années, a réussi sa réinsertion après avoir purgé la peine de prison qui lui a été infligée. Désormais, pour de vrai dans la légalité, il porte un regard aussi cru qu'instructif sur le développement du business de la drogue et l'économie souterraine. Où l'on voit que les compromissions entre élus et caïds autour des territoires perdus de la République, au nom d'une illusoire paix sociale, s'inscrivent dans

le droit-fil des relations tordues entretenues au siècle dernier.

Âgé d'une quinzaine d'années au début des années 1980, Sakho se souvient parfaitement du climat qui régnait à l'époque dans le quartier de Seine-Saint-Denis où il a grandi, dans une famille d'origine malienne, comme il n'a pas oublié les premières barrettes de shit qu'il a vendues.

« Il y a un truc qui était magnifique en été, c'était le marchand de glaces qui arrivait avec sa petite sonnette. La première chose que tu fais, quand tu es gosse, c'est te mettre près du dealer, parce que tu sais qu'il va te donner un billet, te dire de garder la monnaie, et avec ça tu vas pouvoir acheter des glaces tranquillement pendant quinze jours. Tu as autour de 10 ans, tu grandis dans une famille nombreuse et tu as envie d'acheter des vêtements de marque pour être mignon, alors tu demandes à donner un coup de main, à contribuer au business pour avoir ton billet et acheter ta paire de baskets, ton survêtement, et pouvoir aller consommer à Paris, où c'est plus cher. Puis c'est l'engrenage. Un peu par hasard, tu te retrouves complètement dans le "biz". Tu y entres un peu plus quand tu as 16 ans et qu'il n'est pas question de demander quoi que ce soit aux parents – en ce qui me concerne, mon père est mort dans un accident du travail quand j'avais 10 ans.

Le dealer du coin regarde ton intelligence, ta capacité à te camoufler, à ne pas parler, et plus tu montes, plus tu es le roi...

« La petite musique qui tourne à l'époque, c'est celle des usines qui commencent à fermer et des parents qui tombent au chômage, une situation délétère, mais en même temps il y a une espérance parce que François Mitterrand vient d'être élu. On voit apparaître les colonies de vacances pas chères, les centres de loisirs, le gymnase et le football à volonté. On sent que la municipalité souhaite nous accompagner, mais, pour partir en vacances, il faut de l'argent que chacun se fait comme il peut... Avec quelques bons camarades, on se met à vendre du shit, d'abord quelques barrettes, puis un peu plus, suffisamment pour aller dans le Sud en été.

« La municipalité s'aperçoit vite que tu ne viens plus au centre de loisirs. Les gens de la mairie ne savent pas comment tu te débrouilles pour partir, mais ils te respectent parce que, avec ton argent, tu es automatiquement plus fort dans le quartier. Ils t'invitent à des réunions, et tout de suite, tu te sens important. C'est après coup, lorsque tu grandis, que tu t'aperçois que tu t'es fait manipuler : les élus de la mairie comptent sur toi pour que les gens, au quartier, pensent comme eux et surtout votent pour eux. Tu comprends vite que le pouvoir est plus important que l'argent. Le pouvoir te fait entrer dans la société, il t'apporte boulot

et appartement, il t'intègre, tandis que le business te met toujours en marge de la société, dans un univers parallèle...

— Comment le trafic est-il structuré à l'époque ?

— J'arrive dans le business à une époque où il y a encore des règles. Les anciens [le milieu français] sont positionnés sur l'Espagne. Quelques équipes bien implantées alimentent le 9-3 et tout l'est de Paris, des gens qui me font confiance et remontent la marchandise tranquillement. Ceux qui sont en bas [en Espagne] sont parfaitement connus des services de police, quant à nous on travaille sereinement parce qu'on tient les quartiers. À partir du moment où tu tiens les quartiers et que ça se passe relativement bien, on ne vient pas t'emmerder. On s'était juste fixé une règle entre associés, entre ceux d'en bas et ceux d'ici, c'est de ne jamais laisser entrer l'héroïne dans le quartier, parce que dans la génération qui nous avait précédés, beaucoup étaient morts à cause d'elle.

— Iriez-vous jusqu'à dire que vous faisiez la police dans le quartier, que vous fixiez les règles, que vous dictiez quelque part vos lois ?

— Complètement, oui. On avait pignon sur rue parce qu'on faisait travailler une quinzaine de personnes. Faire

travailler les gens, c'est leur donner à manger, en échange il y a forcément des règles, des devoirs, une feuille de route à tenir. Au quotidien, il s'agit de ne pas se faire repérer, de rester tranquille, de donner une poignée de main à la police de proximité quand elle passe. On était respectueux et on n'était pas emmerdés. D'une certaine façon, on faisait la police à côté de la police. Et le fait d'aider la police à faire en sorte que cela se passe bien, que personne ne marche sur les pelouses des jardins publics, que personne n'arrache les fleurs, que les jeunes respectent l'environnement était pour nous un gage de tranquillité. On "tenait" la génération d'en dessous et tout se passait très bien, surtout avec la police municipale, celle qui savait le plus de choses sur le quartier.

— En clair, vous étiez à peu près certains de ne pas avoir d'ennuis avec le commissariat du coin ?

— On connaissait les policiers locaux, parfois on était même allés à l'école ensemble. On n'était pas gênés avec eux, parce qu'il y avait cette relation "sympathique". Les premiers soucis qu'on a eus, c'est avec la BAC [brigade anticriminalité], ces flics avec un accent du Sud qui ont commencé à débarquer la nuit et à faire les cow-boys. On a fait un peu plus attention. On n'a pas hésité à aller à la confrontation parfois, quand on n'avait rien sur nous, puis on a rapidement compris comment les tenir à distance :

on laissait quelques billets dans la boîte à gants, ils les prenaient quand ils nous contrôlaient et nous laissaient tranquilles.

— Donc la paix sociale, c'est à peu près ça : des policiers qui savent très bien qui fait quoi, qui s'en contentent tant que la situation semble sous contrôle et qui se servent un peu au passage? S'ils ne vous avaient pas laissés travailler, vous et vos amis auriez mis le feu à la ville?

— Je suis issu d'une génération qui ne cramait pas la voiture du voisin et respectait l'environnement. On faisait notre business tranquillement et cela marchait dans les deux sens, parce que la municipalité faisait aussi en sorte que ça fonctionne bien. Il n'y avait pas de contrôles d'identité, de fouilles des voitures, et dès qu'on sentait qu'un flic allait un peu trop loin, on montait directement s'en plaindre en mairie. On savait ralentir un peu celui qui faisait le cow-boy, sans l'insulter ni lui courir derrière. On disait au maire : "Soit tu le calmes, soit on va le calmer en brûlant sa voiture et les gens vont entendre parler de ta ville différemment. Ça va plus être la ville fleurie, ça va être la ville d'autre chose, et les élections, c'est dans deux ans, on s'en." Si le message ne passait toujours pas, on était encore plus clairs : "S'il continue à faire le cow-boy, on va s'occuper de lui et on va s'occuper de ta ville."

« C'est à cette époque que les mairies ont recruté massivement ce qu'on a appelé des "grands frères", en fait des voyous implantés localement dans les quartiers. C'était la clef de la paix sociale. À partir du moment où le maire nous donnait à manger, forcément on voulait continuer avec lui, surtout s'il ne regardait pas trop les horaires de boulot et qu'on pouvait faire notre business pépère. L'autre façon de faire, c'était de monter une petite association dans le quartier, de dire qu'on devait aider les jeunes, sinon ils allaient tout casser et de faire son petit billet au nez et à la barbe de tout le monde, sous forme de subvention. C'est un système que je n'ai pas trop aimé parce que tu te fais de l'argent sur le dos de la misère, mais d'autres n'ont pas hésité.

— Est-ce que cela peut aller jusqu'à se transformer en agents électoraux pour chercher des voix dans les cités à l'approche des élections municipales?

— Un jour, alors que j'assistais dans le quartier à une réunion politique, j'ai reconnu deux "collègues" du quartier. C'était la première fois de ma vie que je les voyais poser des questions. En fait, ils étaient dans la foule pour permettre au maire de répondre favorablement et lui donner toutes les chances de garder le pouvoir. C'était une époque où il y avait un peu d'argent, je pense que ce serait un peu plus dur

maintenant, mais ceux qui sont rentrés comme fonctionnaires le sont encore aujourd'hui et ne lâcheront jamais leur boulot.

— Le caïd, finalement, c'est celui qu'on écoute dans la cité? Celui à qui on obéit?

— Le caïd, c'est l'ancien. C'est celui qui est sur site vingt-quatre heures sur vingt-quatre, dans le quartier, et qui a accès à la plus haute autorité locale, le maire, en direct. Il est capable de faire passer des messages, de trouver un stage, un appartement, pourquoi pas une vacation. Pour les générations qui sont juste en dessous de lui, il est la personne la plus importante. Il a les clefs du gymnase, du terrain, de la piscine. Il a accès à tout, tout le temps. C'est un personnage incontournable, toutes les familles le savent. Le maire, on ne le voit pas se balader dans le quartier, sauf les jours d'élections autour du marché, alors le caïd est le relais obligé. Il fait participer les garçons au business, les enrichit au quotidien, leur permet de s'habiller, de se nourrir. Il a sa petite armée. Il tient la situation. Il est incontournable. C'est le taulier. En termes de pouvoir, il est plus efficace que le professeur de français ou de mathématiques du collège du coin.

— Les caïds sont-ils les nouveaux notables?

— Oui, cela se voit très bien dans certaines communes du sud de Paris, où ces caïds sont carrément devenus les bras droits des maires, avec tout ce que cela comporte. En Seine-Saint-Denis, c'était plutôt l'emploi et l'entraide, mais les amis qui sont dans l'Essonne occupent carrément des postes importants.

— Le caïd est-il un homme politique en puissance?

— Je vois peu de différences entre certains maires, qui arrosent tout le monde pour garder leur ville, et mon ami Momo qui est près du maire et qui donne à manger aux gens qui sont autour de lui. La seule différence, c'est que le maire a le portefeuille en direct, alors que Momo doit frapper à la porte du maire pour pouvoir distribuer des fonds.

— Les trafics font-ils vivre le quartier? La République a-t-elle besoin de cette économie parallèle pour que les quartiers n'explorent pas?

— Quand tu as de l'argent, tu fais vivre les gens autour de toi, mais aussi les petites entreprises du coin, l'épicier, le boulanger, le café. C'est dans ce sens que tu contribues à la stabilité sociale, parce que l'économie locale marche plutôt bien. Il y a des espèces, et dès lors que les espèces tournent dans le quartier, c'est calme. Les quartiers qui sont en guerre, où il y a des

affrontements tous les jours, sont les quartiers où ça ne se passe pas très bien économiquement. Quand il y a de l'argent, il n'y a pas de bordel. Celui qui a besoin d'un petit billet, d'un petit crédit, il sait par où passer. J'ai aidé plein de familles, des mamans divorcées, des enfants, des gens à passer leur permis, pour qu'ils soient en règle à l'heure de participer au business. On aidait aussi celui qui était très fort en études, qui avait un potentiel, et certains sont devenus avocats et occupent des postes importants aujourd'hui.

— Est-ce que la police est crainte dans les quartiers ?

— J'ai connu des flics qui parlaient à mes fournisseurs en direct, qui leur tapaient dans le dos en disant : "Je t'aurai un jour, tu verras ! Si tu gagnes, respect, si tu perds, respect." J'ai vu ça en direct, et ces flics-là, je les mets à part. Le flic de base, c'est autre chose. Il est plus suiveur que meneur. On a tous en mémoire ceux qui sont allés chercher les Juifs et les Gitans pour les mettre dans les camps pendant l'Occupation. On leur dit "stop", ils s'arrêtent ; on leur dit "avance", ils avancent...

— Personne ne peut croire que ce "métier" de dealer s'exerce sans risques, ni que vous soyez passé à travers les filets de la loi tout au long de votre carrière, aujourd'hui derrière vous...

Certains pensent que c'est facile, mais c'est une vraie entreprise. On travaillait dur pour faire en sorte que ça fonctionne autour de nous. C'est pas du flan. Le risque est important. Plus tu t'enrichis, plus tu fais des envieux. La jalousie aidant, les juges et la police voulant des résultats, ça finit par te tomber dessus à un moment donné. Une dénonciation, quelques clichés, quelques écoutes et on t'élimine, même sans saisir le moindre gramme de shit, comme cela m'est arrivé... Mon seul regret, c'est de ne pas avoir été proche du pouvoir, car je pense qu'on m'aurait laissé tranquille un bon bout de temps. J'avais laissé le local pour l'international, c'est ce qu'ils m'ont fait payer. Tant que j'étais sur le terrain au quotidien, à gérer le quartier, je n'ai pas été inquiété, alors que tout le monde savait ce que je faisais. À partir du moment où j'ai grandi, où on m'a vu en Espagne, en Hollande, les soucis ont commencé.

— Comment percevez-vous vos successeurs sur le terrain ?

— Je ne suis pas sûr qu'ils aident comme on l'a fait ceux qui veulent aller dans le bon sens. Je ne suis pas certain non plus qu'ils prêtent de l'argent comme on a pu le faire, sans vouloir faire le vieux. Je constate aussi qu'ils sont souvent trop voyants, trop bling-bling dans les boîtes de nuit. Je les sens moins pragmatiques

que nous l'étions, mais, au fond, ils nous ressemblent : on est entrés dans le business parce qu'on voulait tout avoir et vite, pour être bien au quotidien, pour jouir de Paris, pour ne pas manger des pâtes et des pommes de terre tous les jours. On est à proximité de la plus belle ville du monde et on n'y aurait pas accès ? C'est juste une question de jouissance... »

Certains considéreront qu'on ne devrait pas laisser la parole aussi longuement à un ancien repris de justice, mais sans cette parole libre, le portrait de cette France peu médiatisée resterait bancal et incomplet.

Chapitre 15

La République, otage de la drogue / 2 : L'Île-de-France

Avant d'entendre les politiques, écoutons ceux qui sont censés incarner la loi et la faire respecter, un policier, puis un magistrat. Avant de devenir secrétaire général adjoint du syndicat Unité SGP Police FO, Nicolas Comte a connu la police sur le terrain, en particulier en Seine-Saint-Denis, ce département que l'on présente parfois comme l'un des territoires les plus difficiles à contrôler pour les forces de l'ordre, entre une forte présence de Français d'origine immigrée, un taux de chômage énorme et une pauvreté réelle. Comment le jeune fonctionnaire qu'il était a-t-il appréhendé ce territoire, lui qui a été affecté à la compagnie départementale d'intervention de Seine-Saint-Denis dès sa sortie de l'école, en 1994 ?

« Des policiers sans expérience, un taux d'encadrement inférieur à la moyenne, une délinquance importante, on cumulait les difficultés, se souvient-il. La police rentrait encore dans toutes les cités. Il fallait faire vite, ne pas s'attarder parce que très rapidement on frôlait le début d'émeute et les débordements, ce que précisément on voulait éviter parce que cela se verrait. Si une équipe de policiers était victime de projectiles, ils ne répliquaient pas, si cela permettait de maintenir le calme, ce qui satisfaisait tout le monde : ceux qui ne voulaient pas que les problèmes se voient, comme ceux qui en profitaient pour faire prospérer le business. »

Notre policier confirme à distance l'analyse que développait « Sakho » quelques pages plus haut : les cités les plus calmes étaient bien souvent les cités où il y avait le plus de trafic, parce que les trafiquants n'avaient pas intérêt à ce qu'il y ait des débordements qui risquaient d'attirer l'attention ou de provoquer la venue de la police. Ce qui aurait pour inconvénient de faire fuir les clients.

« C'est ce que l'on appelle "acheter la paix sociale", dit Nicolas Comte. On a privilégié une politique qui ne faisait pas de vagues. Cela donnait l'impression que tout allait bien, personne ne voulant voir que la situation, en réalité, se dégradait dans ces cités. On a

indirectement favorisé l'émergence de nouvelles règles, avec la mise en place d'une économie parallèle, puis d'une société parallèle. Tant que les quartiers ne faisaient pas l'ouverture du Journal de 20 heures, tout le monde était content. »

Surtout pas de vagues, c'est la politique qui domine à l'époque. Reculer plutôt que de susciter des feux de poubelles et de voitures qui vont attirer les journalistes. Les consignes ne sont évidemment pas écrites, mais les policiers prennent le pli. Si le quartier est calme, ils y patrouillent, procèdent éventuellement à une arrestation s'ils détectent un véhicule volé, jusqu'au moment où ils sont pris à partie.

« À partir de là, se souvient Nicolas Comte, la salle de commandement nous donnait, sur les ondes, consigne de sortir de la cité, des véhicules se positionnaient en renfort aux alentours et on attendait une autorité, un commissaire, qui ne nous demandaient jamais d'entrer dans la cité où les choses retombaient d'elles-mêmes. Si le quartier était chaud depuis quelques jours, que des policiers avaient pris quelques projectiles en périphérie, la mise au point avait lieu oralement, au moment de la prise de service : instruction était donnée de ne pas pénétrer dans cette cité, mais de se contenter de tourner autour pour prendre le pouls.

« Il n'y avait pas de cités interdites, poursuit le syndicaliste, mais, pour le jeune policier que j'étais, avec le Code pénal en tête, il était difficile de comprendre pourquoi la loi ne s'appliquait pas toujours dans ces quartiers comme ailleurs. Quelqu'un circulait sur une moto sans casque à Paris, on l'interpellait et on dressait une contravention ; dans ces quartiers, on y réfléchissait à deux fois parce qu'on savait que ça risquait de partir en émeute. Il y avait donc deux poids, deux mesures dans l'application de la loi, simplement parce qu'il aurait fallu beaucoup plus de moyens pour la faire appliquer. Personne n'a protégé activement ces trafics, mais, en fermant les yeux sur ce qui se passait, on a permis qu'ils s'installent dans les mentalités. L'argent de la drogue est monté en puissance sans qu'aucune alternative soit proposée. La réalité, c'est que cette drogue fait vivre plein de monde, qu'elle enrichit le dealer et le personnel qu'il utilise, qui eux-mêmes ont des familles... Et qu'un certain nombre de politiques portent une lourde responsabilité dans ce système. Je me souviens de maires déboulant au commissariat pour exiger la libération de personnes que nous avions interpellées. Ces gens, dont certains étaient liés au trafic, se sont évidemment sentis soutenus. »

Y a-t-il eu, ces dernières années, des moments où il a considéré que les politiques allaient dans le bon sens et freinaient cette dérive irrépessible ? Nicolas Comte

cite deux événements. Le premier, c'est la décision prise par Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur, en 1998, d'ouvrir la police pour qu'elle soit représentative de la population, par le biais des emplois jeunes. « Aujourd'hui, dans un département comme la Seine-Saint-Denis, nos collègues sont à l'image de la population, ils viennent de toutes les origines », observe-t-il. Puis, il y a eu la création de la police de proximité peu après. Elle a été mise en place dans quelques secteurs test, avec des policiers très expérimentés, des chefs compétents et respectés. Montfermeil, en Seine-Saint-Denis, faisait partie des zones expérimentales, avec un équipage de la BAC toujours prêt à intervenir si les « collègues » de la police de proximité étaient pris à partie.

« Personne n'avait envie d'y aller au départ, mais ceux qui ont démarré ne voulaient plus changer de mission parce qu'ils ont vu que c'était efficace, rappelle notre interlocuteur. Non seulement on leur demandait leur avis, mais ils patrouillaient en uniforme au milieu de la cité. Le problème, c'est que ceux qui avaient créé le concept l'ont tué et que la politique s'en est mêlée. Ils ont voulu étendre la police de proximité à toutes les villes alors que nous n'étions pas dimensionnés pour ça, en termes d'effectifs, et elle s'est totalement écroulée d'elle-même. Quand Nicolas Sarkozy est arrivé au ministère de l'Intérieur en 2002, il n'a plus eu qu'à

mettre les clous sur le cercueil : la police de proximité était déjà morte.

— Cette police de proximité était-elle la bonne arme contre les dealers dans les quartiers ?

— La seule manière d'éradiquer le trafic de stupéfiants, c'est d'être présent au quotidien. La police de proximité pouvait faire remonter des informations puisqu'elle avait le contact avec les habitants du quartier, les mieux informés. Elle en faisait bénéficier les services spécialisés, y compris la police judiciaire. L'erreur a été de présenter cette police de proximité comme la solution miracle, alors qu'il n'y a pas de solution miracle. C'était juste un moyen approprié pour pacifier un quartier, la situation s'est d'ailleurs largement dégradée depuis. Il y a des quartiers, des immeubles, dans lesquels la loi est faite par les dealers. On ne parle plus seulement d'économie parallèle, mais de police ou de loi parallèle, puisqu'il faut montrer patte blanche pour rentrer, dire qui on va voir.

— Quelles ont été les conséquences des émeutes de novembre 2005 pour la police ?

— Nicolas Sarkozy a mis un coup d'arrêt à la police de proximité, mais, en novembre 2005, c'est bien deux policiers qui ont été mis en cause dans l'affaire

de Clichy-sous-Bois et la mort de deux jeunes qui se sont cachés dans un transformateur électrique¹... Ces émeutes ont été un véritable choc, avec une situation que notre génération n'avait pas connue. Par la suite, le choix qui a été fait par le pouvoir politique a été de remodeler la police pour faire face à de nouveaux événements de cette nature. La plupart des policiers nouvellement affectés dans le 93 l'ont été dans des unités d'intervention, tandis que les commissariats ont commencé à tirer un peu la langue. La police du quotidien s'est retrouvée en sous-effectif, ayant même du mal à fonctionner. La nouvelle doctrine des unités d'intervention était la suivante : saturer l'espace d'effectifs au moindre commencement de problème. La police n'est pas présente au quotidien, elle vient pour une intervention, mais ne reste pas. La lutte contre le business de la drogue n'est plus la priorité. L'objectif est de lutter contre la délinquance qui se voit et de faire en sorte que les cités ne s'embrasent pas. On a forcément abandonné le terrain, les services de police judiciaire ont commencé à rencontrer beaucoup de difficultés pour obtenir des renseignements et les cités sont devenues des citadelles dans lesquelles on entrait par moments en force pour mener une opération.

1. Poursuivis pour non-assistance à personnes en danger, un jugement définitif de relaxe a été rendu en 2015 à l'encontre des deux fonctionnaires de police.

«Vingt ans plus tard, la situation s'est fortement dégradée, à la fois pour les habitants et pour les policiers, dont les conditions de travail sont plus difficiles et plus dangereuses, parce que le niveau de violence a monté et que les agressions sont systématiques. L'un des problèmes, c'est que le temps politique est très court, or le temps qu'il faudrait pour mettre en place des solutions dans ces quartiers difficiles est très long. Il faudrait presque un consensus national, au lieu de changer de méthode à chaque gouvernement.

— Que dire à un jeune policier qui prendrait ses fonctions aujourd'hui dans le 93 ?

— Je lui dirais de faire attention à lui. Je lui dirais aussi que ses repères habituels n'ont pas cours dans certains territoires, qu'il aura affaire à des gens qui veulent appliquer leurs règles et qu'il sera vu par nombre de délinquants comme un ennemi à combattre. Autant ils ont un temps préservé le business en faisant profil bas, autant ils cherchent aujourd'hui à établir un rapport de force avec la police pour sanctuariser des lieux. L'idéal serait en fait de nommer dans ces territoires des policiers ayant beaucoup d'expérience, mais ce n'est malheureusement pas possible.

D'anciens caïds briguent des responsabilités politiques dans quelques municipalités. Que vous inspire cette forme d'entrisme ?

- Ce n'est pas sans rappeler ces villes du sud de la France qui furent autrefois le théâtre de collusions entre politiques et gangstérisme. Je ne vois pas ces alliances se généraliser, mais le policier risque d'avoir du mal à travailler dans ces communes, d'autant que le renforcement des polices municipales, dont les maires sont les patrons, ouvre la porte à tous les clientélismes, à toutes les dérives... »

Après l'œil du policier, voici celui du magistrat. Sébastien Piffeteau, procureur de la République au tribunal de grande instance de Bobigny, en Seine-Saint-Denis, réagit lorsqu'on évoque devant lui l'expression «économie souterraine» :

«Cette économie n'est pas souterraine, elle se fait au vu et au su de tous, personnels judiciaires, citoyens, journalistes. Il suffit d'avoir des yeux pour observer ce qui se passe. Son poids économique, c'est un chiffre d'affaires d'environ un milliard d'euros par an, un argent qui alimente avant tout la vie quotidienne de ceux qui sont impliqués dans le trafic.»

Comment en est-on arrivé là ? Y a-t-il eu, selon lui, une forme de laisser-faire au cours des dix dernières années ?

« On n'a pas pris en compte les facilités que produisait cet argent pour ceux qui alimentent le trafic, mais aussi pour ces vendeurs interchangeable, ces guetteurs, admet notre interlocuteur, mais je suis certain que ce trafic n'a pas bénéficié du laxisme des autorités en charge de le combattre. La police s'est toujours impliquée, les magistrats aussi. Non, ce qui est compliqué à gérer, c'est la masse, la hausse du nombre de consommateurs comme la diversité des produits. Mais, à aucun moment, je n'ai eu l'impression que nous avons abdiqué. Est-ce qu'on n'a pas été bons ? Est-ce que la lutte est si compliquée à mettre en place ? Est-ce qu'on arrivera à faire reculer le trafic ? Je pourrais vous le dire si la guerre était terminée, ou plutôt ce combat, car les mots guerriers n'ont pas forcément de sens quand on parle de justice... Ce qui est certain, c'est qu'on démantèle des réseaux, mais les trafics ont une capacité de résilience hors norme, notamment à cause de l'attrait économique du trafic.

— La notion de territoire perdu de la République a-t-elle un sens pour le magistrat que vous êtes ?

— Ces territoires, on les connaît. Je ne suis pas certain qu'ils soient "perdus" parce qu'un endroit où

se vend la drogue est un endroit de vic, où habitent des gens, où il y a des commerces. Ce ne sont pas des endroits où l'on n'entre pas, c'est même le contraire, puisqu'ils fonctionnent avec un flux de consommateurs généralement extérieurs. On est sur quelque chose d'un peu insulaire, des îlots de délinquance qui sont à la fois très localisés et très mouvants... Abandonner ces territoires reviendrait à abandonner l'ensemble des gens qui y vivent, nous souhaitons plutôt en exclure ceux qui gâchent leur vie.

— En avez-vous les moyens ?

— Je déplore évidemment qu'on n'ait pas plus de policiers sur le terrain, pas plus de magistrats dans les tribunaux, pas plus d'audiences, mais je refuse de m'en tenir à cette explication. Il faut inventer des stratégies d'enquête, penser aussi vite que les trafiquants, ne pas se dire qu'ils auront toujours un coup d'avance. La difficulté de la réponse judiciaire est liée aux problèmes que l'on a pour démontrer qui fait quoi. Un trafic, c'est quelque chose qui est extrêmement imperméable. C'est avant tout un terrain, avec un système de surveillance et peu de produit [cannabis, cocaïne, héroïne] sur place. C'est un cloisonnement de l'information, les bons organisateurs n'étant pas connus de leurs relais. C'est un gérant qui emploie des gens interchangeable et souvent extérieurs à la commune, qui, lorsqu'on les

interpelle ne sont pas nécessairement en capacité de dire à qui l'argent était destiné. C'est une organisation méthodique et rationnelle qui rend presque impossible d'arriver jusqu'en haut en commençant par le bas, sauf à avoir l'information qui permet de contourner la structure. Ce sont des liens historiques avec les régions de production du cannabis, dus aux différentes vagues de personnes venues s'installer dans le département.

— La topographie des lieux est-elle parfois un obstacle ?

— La topographie est un support du trafic, lequel confisque les lieux, les dégrade, les modifie à son service. Pour comprendre ce qui s'y passe, il faut pouvoir surveiller, ce qui est très difficile.

— Les différentes affaires de corruption qui ont récemment marqué la police, notamment en Seine-Saint-Denis, inquiètent-elles le magistrat que vous êtes ?

— Le magistrat ne peut qu'être inquiet lorsqu'il constate que ceux qui ont en charge l'ordre public succombent à la facilité de l'argent. Mais j'aurais été beaucoup plus inquiet si les auteurs de ces présumés agissements n'avaient pas été arrêtés. La République est encore capable de réagir quand ceux qui l'incarnent

dépassent les lignes. La déontologie, c'est le respect de l'engagement, la force du serment, tout ce qui fait qu'on ne se trompe pas de camp.

— Une légalisation du cannabis peut-elle être, au vu de votre expérience, une issue pertinente ?

— En tant que magistrat, j'ai souvent été gêné par les discours qui tendaient à déresponsabiliser le consommateur en érigeant le simple usage d'un joint comme un geste anodin... La légalisation est une fausse bonne idée. On n'autorisera jamais la mise sur le marché de produits ayant une nocivité extrêmement importante. On sera donc en dessous de ce que l'on trouve dans la rue, en termes de qualité. On devra par ailleurs fixer des prix, qui seront nécessairement plus élevés que ceux du marché. Légaliser, cela reviendrait donc à mettre à disposition un produit moins bon et plus cher. Je ne suis pas certain du succès. Je ne pense pas non plus que cela soit une véritable bonne idée pour l'ordre public, ni pour la santé publique, si l'on tient compte de ceux qui sont dans une dynamique de dépendance au produit.

— Connaissant le poids financier des trafiquants, êtes-vous inquiet du poids politique qu'ils pourraient un jour peser dans ce département et quelques autres grâce à ces subsides ?

— Ce dont on est certain, c'est que l'argent, c'est du pouvoir, c'est une puissance. Ce que l'on sait également, c'est que certains bandits ne sont pas étrangers à la vie politique, du moins citoyenne. Au travers d'écoutes, d'enquêtes qu'on a pu mener, on a compris que des personnes impliquées dans le trafic de stupéfiants suivaient de près les changements que pouvaient entraîner des élections municipales. Et quand ces personnages s'intéressent à quelque chose, c'est forcément qu'ils y trouvent un intérêt. Je ne peux affirmer que des élus sont acquis à la cause des trafiquants, en revanche je peux me rapporter aux propos de certains élus qui m'ont indiqué que les prochaines personnes influentes, y compris validées par le suffrage universel, seraient des gens impliqués dans le trafic de produits stupéfiants. C'est une dynamique face à laquelle nous devons rester vigilants, d'autant que certaines villes au climat plus méridional ont fait la preuve qu'elles avaient éprouvé ce modèle de façon un peu plus concrète.

— Une affaire de stupéfiants a récemment été jugée devant le tribunal de Bobigny, dossier peu ordinaire dans la mesure où les trafiquants utilisaient, pour prospérer, les infrastructures de la municipalité de Bagnole, en Seine-Saint-Denis. Quelle est la genèse de ce dossier ?

— Nous sommes en février 2012 lorsque le parquet de Bobigny est destinataire d'une information relayée

par la brigade de stupéfiants de Paris, selon laquelle un trafic de produits stupéfiants était en train de se développer dans un quartier de Bagnole. Sur la base de cette information, une enquête préliminaire est ouverte et plusieurs lignes téléphoniques branchées. Les surveillances permettent de concrétiser l'existence d'un trafic relativement important et une information judiciaire est ouverte. La phase opérationnelle se déroule quelque temps plus tard sous la direction du juge d'instruction. Elle est très positive, puisque l'on a saisi onze kilos de cocaïne, plusieurs armes, des centaines de munitions et de grosses sommes d'argent chez ceux qui sont considérés comme les dirigeants de ce trafic.

« L'information judiciaire met au jour un contexte bien particulier eu égard à la personnalité de l'un des mis en cause travaillant dans l'équipe municipale de Bagnole. C'est à l'endroit où étaient remisés les engins de voirie qu'ont été faites la plupart des découvertes : armes et cocaïne. À défaut d'être le support même de l'infraction, ce contexte interroge le magistrat instructeur comme le ministère public, la question étant de savoir comment a pu être utilisé à des fins personnelles, comme support du trafic, un bâtiment municipal qui n'avait évidemment pas cette vocation.

« Dans un premier temps, pendant la phase des gardes à vue, le mis en cause est assez percutant sur ses relations avec l'équipe municipale, expliquant qu'il avait pu

rendre des services qui auraient conditionné en quelque sorte sa montée en puissance, ou, en tout cas, ses responsabilités grandissantes au sein de la municipalité. Et puis, avec le temps, au cours de l'instruction, il se rétractera, transformant ces mises en cause en une sorte de loyauté vis-à-vis de l'équipe en place. Ce qui veut dire que, judiciairement, cette présomption n'apparaissait pas comme moteur dans la construction du trafic.

— Qu'est-ce que ces relations de proximité inspirent à un magistrat qui se bat au quotidien contre le trafic de stupéfiants ?

— Lorsqu'on a été confronté à cette situation, on s'est nécessairement interrogé sur l'ampleur de la gangrène. Avant d'envisager une mesure de prophylaxie, il a fallu vérifier si l'on était face à un cas de confiscation du suffrage universel ou si, au contraire, on était face à quelqu'un qui avait profité de ses fonctions au sein de l'équipe municipale pour faciliter un trafic de cocaïne. Et des investigations que l'on a pu mener, il n'a pas été possible de déterminer si cet individu avait été embauché dans l'intention de s'employer dans un trafic. Ce que l'on a établi, c'est qu'il a profité de sa position pour assurer la logistique de ce trafic.

— Cette affaire ne porte-t-elle pas en germe les liens incestueux qui peuvent parfois se nouer, sur ces

territoires municipaux, entre les élus locaux et les caïds en place ?

— Vous parlez de liens "incestueux", je dirais plutôt que l'on est dans l'incestuel. Ce n'est pas tout à fait la même chose. L'incestueux, c'est quand on objective des relations de loyauté, voire des gens qui sont redevables les uns envers les autres. L'incestuel, c'est quand on a un contexte dans lequel s'inscrivent des faits de délinquance de droit commun. Dans le cas précis de Bagnolet, les liens incestueux n'ont pas été démontrés, mais on s'est interrogé sur le contexte à partir des responsabilités qui avaient été confiées par l'équipe municipale à cet homme. On a ainsi appris qu'il avait accédé à un emploi à la mairie au moment des troubles dans le département de la Seine-Saint-Denis [en 2005] et que sa capacité à s'imposer comme un "grand frère" avait pesé dans le choix de son recrutement, avec mission d'atténuer les tensions au sein de la ville. Il y avait une forme d'état d'urgence et les élus ont eu recours à des personnes ressources. On s'est demandé si ce service initial ne s'était pas transformé en service continu. L'homme était allé assez loin durant sa garde à vue, expliquant qu'il avait pu aider les élus en place en dissuadant l'opposition d'être trop bruyante. L'enquête n'a cependant pas permis de démontrer que des élus auraient été acquis à la cause des voyous, pas plus qu'elle n'a établi la dynamique inverse. »

Qui de mieux qu'un élu local pour reprendre la balle au bond? Ancien maire d'Asnières, député socialiste des Hauts-de-Seine, spécialiste des questions de sécurité, Sébastien Pietrasanta nous reçoit à l'Assemblée nationale. Que pense-t-il de ces «grands frères» recrutés à tour de bras par les maires? Comment les choisit-on? À quoi servent-ils vraiment?

«La politique des "grands frères" remonte aux années 1980, observe-t-il. L'idée était de faire émerger les figures du quartier, de les valoriser et de les embaucher pour acheter la paix sociale. Ces grandes gueules ont un avantage, celui de pouvoir ramener un certain nombre de voix le jour des élections, mais l'élu local peut aussi avoir une bonne intention, celle de valoriser des jeunes dans nos quartiers.

— Avant de recruter un "grand frère", est-ce qu'on lui demande son casier judiciaire?

— Il faut évidemment être prudent lorsqu'on embauche quelqu'un dans une collectivité locale. En même temps, dans nos quartiers, beaucoup de jeunes ont un casier, or c'est aussi le rôle des collectivités locales de donner une seconde chance, un second départ à quelqu'un qui aurait purgé sa peine. Il faut

trouver le juste milieu, le bon dosage, tout en étant extrêmement prudent. L'idée, c'est de ne pas laisser se constituer un groupe d'anciens délinquants qui feraient la pluie et le beau temps dans tel ou tel service. Embaucher quelqu'un avec un casier judiciaire avec une volonté de réinsertion professionnelle, c'est louable, l'embaucher pour jouer les gros bras dans une collectivité, c'est un peu moins bien.

«Dans les années 1990, on a vu des élus financer un certain nombre de structures qui avaient pour objectif de recruter telle ou telle personne, une pratique qui s'est poursuivie jusqu'à aujourd'hui sous différentes formes, parce que c'est mieux d'avoir tel individu avec soi que contre soi. On a vu des jeunes ramener des bagnoles, des abribus ou des cabines téléphoniques pour mettre un coup de pression au maire, sur le mode : "Faut que tu m'embauches, sinon tu vas avoir des ennuis." Et parfois, certains ont fermé les yeux, au risque de renvoyer une mauvaise image à la population. Car à un moment donné, quand on embauche le dealer du coin, un délinquant au passé notoirement connu, la question de l'exemplarité se pose vis-à-vis du jeune qui bosse, du retraité ou du chômeur.

— Que s'est-il passé quand vous avez voulu recruter des "grands frères" extérieurs au quartier, à Asnières?

-- Quand je suis devenu maire, j'ai voulu créer un service de médiation. J'ai fait savoir, par une interview au *Parisien*, que je n'embaucherais aucun de ces médiateurs au casier judiciaire chargé qui sont là pour acheter la paix sociale. Je voulais des gens diplômés, ayant une expérience sur le terrain. Cela m'a valu énormément de critiques de la part de jeunes connus dans le quartier qui ont dit partout que j'allais embaucher à l'extérieur...

«Cela me rappelle ce petit centre commercial dans les quartiers Nord d'Asnières, où il y avait régulièrement du vandalisme. Les vigiles fermaient un peu les yeux face au vol à l'étalage, une façon d'acheter la paix sociale dans le quartier. Le magasin en a eu marre et s'est tourné vers une boîte de sécurité extérieure qui pratiquait la tolérance zéro. Il y a eu une telle pression sur les vigiles et les caissières que le magasin a fermé plusieurs jours. Un des jeunes du quartier est ensuite venu voir le patron pour lui dire qu'il devait changer de société de sécurité, qu'il avait sa propre boîte dans le quartier et qu'avec lui il n'aurait aucun problème.

— Pour avoir la paix, faut-il "donner à manger" au quartier? Est-ce la seule recette?

— Pendant six ans, les quartiers Nord d'Asnières ont fait l'objet d'une rénovation urbaine sans précédent,

avec près de 200 millions d'euros injectés. On a rénové la voie et l'école, on a créé des équipements sportifs et une mairie annexe, changé la physionomie des lieux. Les gens ont trouvé ça très bien, mais n'ont pas manqué de dire que cela ne changeait pas leur quotidien, qu'ils continuaient à chercher du boulot, à avoir des problèmes de logement, ce qui ne relève pas des seules collectivités locales, mais aussi de l'État... J'ai eu de nombreuses discussions avec les jeunes, je me suis pas mal engueulé avec eux, d'autant que j'habite ces quartiers depuis plus de quinze ans. J'en ai eu un peu assez des discours victimaires. J'ai injecté de l'argent dans ces quartiers, mais il faut aussi un peu se battre dans la vie.

— Quel rapport de force s'instaure entre un maire qui veut exercer son pouvoir et les caïds, les chefs du trafic de stupéfiants?

— Certains élus se disent qu'il est bon de s'appuyer sur le pire du pire et de recruter ceux qui sortent de prison. Ils se disent que le pire en question sera respecté, que les gens auront peur de lui, qu'il va faire flipper tout le monde et qu'on sera un peu tranquille dans le quartier. C'est un mauvais choix parce qu'il y aura toujours pire qui arrivera. C'est comme le trafic de drogue, il y a toujours quelqu'un pour reprendre le business quand une équipe est démantelée.

— Ces gros bras sont-ils susceptibles de servir lors des campagnes électorales, comme on voyait autrefois des voyous coller les affiches du parti gaulliste ?

— Au moment des campagnes, il peut effectivement y avoir une instrumentalisation des caïds, des gens qui comptent dans les quartiers, plus ou moins discrète, pouvant aller jusqu'à une présence sur les listes aux élections municipales. Il y a aussi ces jeunes à qui on promet une embauche s'ils collent des affiches. C'est une sorte de *deal*, mais c'est une vision à court terme aussi dangereuse pour la démocratie que pour l'image des politiques, d'autant que le taux d'abstention est extrêmement fort dans ces quartiers.

— Quand vous avez été élu maire, en 2008, la tendance en vogue était de tenir la police à distance des zones sensibles. Comment avez-vous abordé cette question ?

— Quand j'ai été élu, on m'a en effet expliqué que la police municipale avait pour consigne d'éviter certains quartiers le soir, par prudence. J'ai donné la consigne inverse et dit que la police municipale devait être partout et au service de tous les habitants. Côté police nationale, j'ai en même temps obtenu des renforts, la création d'une zone de sécurité prioritaire et d'une brigade spécialisée de terrain, avec laquelle un certain

nombre d'habitants des quartiers Nord sont entrés en conflit.

« À l'approche du 14 Juillet, fort des incidents qui avaient émaillé cette fête les années précédentes, j'ai demandé à la police d'être présente sur le terrain dès la veille. L'affrontement a été terrible, j'ai même un commissaire qui a perdu un œil à cause d'un engin pyrotechnique. De vraies scènes de guérilla ! De nombreux élus se disent : "Ce quartier-là, tu l'oublies." Ils ferment les yeux pour éviter les violences, mais c'est mortifère. Cela donne un sentiment d'impunité. Quand on sait qu'il y a un trafic de drogue et qu'on n'agit pas, c'est ravageur. C'est dévastateur pour les familles, mais aussi pour l'élu que je suis. Je l'ai vu quand il a fallu demander au commissariat de tenir ses agents à l'écart d'un secteur pour laisser la police judiciaire investiguer tranquillement sur une équipe de trafiquants. Des dizaines d'habitants sont venus me voir pour me dire : "Vous savez qu'il y a un trafic et vous enlevez la police, vous vous foutez de nous ?" Je ne pouvais évidemment pas leur répondre qu'il y avait une enquête en cours...

— Peut-on faire campagne dans les quartiers difficiles sans "gardes du corps", sans faire allégeance à ceux qui "tiennent" le secteur ? Peut-on échapper à ce "clientélisme" à la française dont Marseille semble être l'incarnation la plus aboutie ?

— Le climat a cependant changé ces dernières années, non pas vis-à-vis de ma personne, mais vis-à-vis de la fonction d'élus. Il y a moins de respect pour les institutions et le maire est aussi une institution. "Nique ta maire le maire", c'est une belle rime et c'est tellement facile, tellement grossier aussi, que ça fuse parfois, mais je ne me suis jamais senti en insécurité physique dans les quartiers Nord d'Asnières, où j'ai fait toute ma scolarité. La difficulté, c'est que l'on se retrouve aujourd'hui sur le terrain face à ces consommateurs, à des clients, et qui dit "client" dit clientélisme : "je veux une place en crèche", "je veux un boulot", "je veux un logement". J'ai aussi entendu : "Moi je pèse dix voix, je pèse cent voix, je peux vous ramener cent personnes dans une réunion, mais il faut quand même que j'aie mon boulot." C'est une instrumentalisation directe du politique à des fins personnelles. C'est vrai dans ces quartiers, mais également avec les bobos, qui sont eux aussi dans une logique consumériste, "mon activité périscolaire de qualité pour mon gamin", "ma place à la crèche"...

— La reconquête de ces territoires "abandonnés" par la République est-elle possible ?

— Dans les années 1980 (j'avais 10 ans), les seringues traînaient dans les rues, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Ça a été un ravage, beaucoup sont morts

d'overdose. Le trafic est toujours là, mais il n'y a plus de camés dans les halls d'immeuble. Depuis le début des années 1990, avec la politique de la ville, on a mis beaucoup d'argent pour transformer le paysage des quartiers, mais ce n'était pas à la hauteur de l'enjeu. Après les émeutes de 2005, il y a eu une volonté d'affichage, mais finalement le gouvernement de l'époque a surtout œuvré pour remettre le couvercle sur la marmite et éviter l'explosion. On a fait de l'affichage, un peu de saupoudrage, puis on a serré les fesses en espérant que cela tienne jusqu'au gouvernement suivant. D'une certaine manière, on se refille la patate chaude.»